

Quand Bruxelles trace la voie à Trump : L'impact des attentats sur les élections américaines

Isabelle Lemay, Mardi 29 mars 2016

Les attentats survenus à Bruxelles le 22 mars dernier, revendiqués par le groupe armé État islamique en Irak et au Levant (EIL), ont rapidement fait sentir leur impact sur la campagne électorale américaine. Comment anticiper les conséquences de tels évènements, passés ou potentiels, sur les présidentielles de 2016 ?

Melissa Willard Foster, professeure en science politique à l'Université du Vermont, avance trois critères afin de déterminer si un enjeu de politique étrangère aura un effet lors d'élections générales [1]. Cet enjeu doit être prédominant dans les préoccupations des électeurs ; les candidats doivent avoir des positions clairement distinguables ; et un des candidats doit avoir une position semblable à celle de l'électeur moyen. En appliquant cette grille aux élections de 2016, Foster identifie l'EIL comme un enjeu saillant, pour lequel les candidats, tout comme l'électorat américain, sont actuellement divisés quant à la stratégie à adopter (étendre ou restreindre le rôle des États-Unis dans sa lutte contre le groupe armé). Considérant que l'opinion publique américaine sur le sujet est influencée par les évènements [2], Foster avance que cet enjeu de politique étrangère est susceptible d'avoir un impact significatif sur les élections de 2016, advenant une attaque terroriste majeure un mois ou deux avant le vote. Elle rejoint ici bon nombre d'experts, qui anticipent cette surprise d'octobre que représenterait un attentat, aux États-Unis ou à l'étranger ; changeant l'allure et la trajectoire de la campagne électorale [3].

Les évènements de Bruxelles offrent ici un aperçu des soubresauts qu'occasionne un attentat à l'étranger sur les débats électoraux. Le jour même, le républicain Ted Cruz proposait de patrouiller et de sécuriser les quartiers musulmans aux États-Unis avant qu'ils ne se radicalisent, une mesure appuyée par Donald Trump. Le meneur de la course républicaine surenchérit, réitérant son intention de fermer la frontière aux musulmans « jusqu'à ce que nous comprenions ce qui se passe » ; appelant l'Europe et les États-Unis à arrêter l'accueil de réfugiés syriens ; annonçant que plusieurs combattants de l'EIL se trouvent aux États-Unis et en Europe ; clamant que l'usage de la torture envers Salah Abdeslam aurait permis de prévenir les attentats ; et affirmant que les problèmes de Bruxelles sont dus au fait qu'« ils » ne s'assimilent pas, parce qu'ils veulent appliquer la charia[4].



Donald J. Trump @realDonaldTrump · 23 mars

Incompetent Hillary, despite the horrible attack in Brussels today, wants borders to be weak and open-and let the Muslims flow in. No way!

« Hillary l'incompétente, malgré l'horrible attaque à Bruxelles aujourd'hui, veut que les frontières soient poreuses et ouvertes – et laisser les musulmans affluer. Pas question ! »

Quant à Hillary Clinton, la favorite du côté démocrate, son message politique fut essentiellement dédié à contrecarrer le discours de ses adversaires. D'une part, elle vise à projeter la stature d'une commandante en chef déterminée, en étayant son plan d'action contre l'EIL et le « djihadisme radical » ; appasant à la menace du terrorisme – qu'elle reconnaît – un leadership « fort, intelligent et constant »[5]. D'autre part, elle dénonce la « rhétorique islamophobe » de ses opposants, la qualifiant de dangereuse et de contreproductive. Les communautés musulmanes sont la première ligne de défense contre la radicalisation, insiste Clinton. Elle affirme aussi à de nombreuses reprises que la peur ne devrait pas orienter la politique étrangère américaine. Elle propose également un discours alternatif sur les musulmans, racontant l'histoire d'un militaire américain de confession musulmane, mort en Irak en sauvant la vie de son unité.



Hillary Clinton @HillaryClinton · 23 mars

In our fight against radical jihadism, we have to do what actually works. What doesn't work: offensive rhetoric that demonizes all Muslims.

« Dans notre lutte contre le djihadisme radical, nous devons faire ce qui fonctionne véritablement. Ce qui ne fonctionne pas : la rhétorique agressive qui diabolise tous les musulmans. »

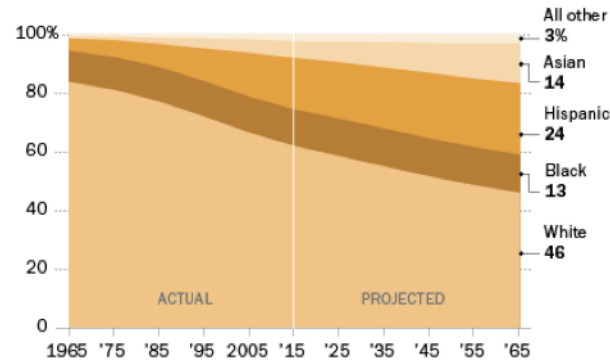
Bien que Clinton tente de camper le débat sur la conduite de la politique étrangère américaine, le portrait d'ensemble de cette spirale médiatique post-Bruxelles démontre que la perpétration d'attentats a dépassé le seul champ de la politique étrangère pour intégrer celui de la politique intérieure. Les propos incendiaires de Trump et de Cruz orientent le débat sur l'immigration, l'intégration des minorités musulmanes et la sécurité intérieure ; des enjeux que relaient massivement les médias américains et sur lesquels Clinton doit nécessairement se prononcer. Ainsi, non seulement un attentat peut enflammer le débat sur la conduite de la politique étrangère américaine et influencer le vote vers un candidat plus belliqueux, mais elle peut aussi influencer l'opinion publique sur des questions de politique intérieure – et l'effet est d'autant plus imprévisible.

Reprenons les critères de Melissa Willard Foster, maintenant appliqués à cette dimension domestique des soubresauts que provoque un attentat. La division entre Clinton et son principal rival républicain en ce qui concerne l'accueil, l'intégration et la gouverne des minorités au pays ne pourrait être plus nette. La perpétration d'attentats amène également sur les devants de la scène publique de nombreux enjeux qui préoccupent les électeurs. L'EIL est considéré comme la plus importante menace mondiale au bien-être des États-Unis par 83 % des Américains. De plus, 79 % des Américains considèrent qu'il est au moins assez probable qu'une attaque terroriste ait lieu aux États-Unis d'ici les prochains mois – une proportion surpassée uniquement durant les semaines suivant le 11 septembre 2001[6]. À ces inquiétudes se greffent aussi des enjeux domestiques tels que l'immigration, l'économie et le chômage. Dans un climat politique d'insatisfaction générale et de colère, les minorités peuvent être vues par le *middle American* comme le bouc émissaire de sa situation économique [7]. La survenue d'attentats, aux États-Unis ou à l'étranger, est liée à une pléiade d'enjeux sensibles, ce qui rend le débat encore plus abrasif.

Au-delà des griefs économiques, cette crainte envers l'immigration et les minorités est alimentée par un malaise identitaire plus profond, alors que la société américaine connaîtra des changements démographiques importants dans les prochaines années, la population blanche étant appelée à passer sous la barre des 50% d'ici quelques décennies [8]. Pour Joe Klein, c'est à la lumière de ces changements qu'il faut véritablement comprendre les dynamiques électorales actuelles – les peurs raciales dominant les simples questions économiques.

The changing face of America, 1965–2065

% of the total population



Note: Whites, blacks and Asians include only single-race non-Hispanics; Asians include Pacific Islanders. Hispanics can be of any race.

Source: Pew Research Center 2015 report, "Modern Immigration Wave Brings 59 Million to US, Driving Population Growth and Change Through 2065"

PEW RESEARCH CENTER

Cette crainte envers l'immigration et les minorités est alimentée par un malaise identitaire plus profond.

Est-ce que l'un ou l'autre des candidats se retrouve à proximité de la position de l'électeur moyen ? En ce qui concerne l'accueil, l'intégration et la gouverne des minorités, les sondages dressent un portrait ambivalent, incertain et fuyant de l'opinion publique américaine. Une majorité est contre l'accueil de réfugiés syriens, mais ne croit pas qu'ils devraient être admis, s'ils le sont, selon leur religion ; 61% des Américains sont d'avis que les musulmans ne devraient pas être l'objet d'une surveillance accrue du fait de leur religion, mais 46% confient être d'accord avec la proposition de Trump de fermer temporairement les frontières aux musulmans ; 59% des Américains considèrent que les musulmans aux États-Unis subissent une discrimination injustifiée, mais 46% considèrent que la religion islamique encourage la violence davantage que d'autres religions[9]. Les propos de Trump sur ces enjeux lui bénéficieront-il ? Cela reste à voir mais le terrain ne lui est pas totalement hostile. L'impact qu'auront ces enjeux de politique intérieure sur les élections présidentielles dépendra donc de l'évolution de la situation sécuritaire d'ici novembre.

L'impact d'attentats sur les élections américaines est d'autant plus imprévisible que le sentiment de peur et de menace qui y est associé accroît aussi les penchants autoritaires d'une société [10]. Or, il s'avère que l'autoritarisme constitue la variable la plus significative pour expliquer l'appui des Américains pour Trump. Ériger un mur à la frontière avec le Mexique,

interdire l'entrée aux États-Unis aux musulmans et surveiller les communautés existantes répondent à ces inclinations autoritaires d'une frange de l'électorat. La survenue d'attentats a donc le potentiel d'accroître cette base, et par le fait-même, l'attrait du message de Trump.

Bon nombre d'experts affirment que dans un contexte politique hautement polarisé, où peu de démocrates ou de républicains ne se résoudreont véritablement à voter pour l'autre parti, la clé des élections n'est pas tant de convaincre, mais surtout de mobiliser les électeurs [11]. Bien que le taux d'engouement d'un parti lors des primaires ne soit pas gage de succès aux élections générales, il n'en demeure pas moins que Trump mobilise des électeurs nouveaux, hautement enthousiastes [12]. Certes, Clinton peut compter sur l'appui des Afro-Américains et des hispaniques, ce qui devrait l'avantager - si elle réussit à les mobiliser. Mais l'impact d'une surprise d'octobre rendrait encore une fois ces calculs d'autant plus imprévisibles, considérant que la colère peut être un mobilisateur important – et jouer en faveur de Trump.

Il est certainement impossible d'anticiper tous les impondérables qui ponctueront cette campagne présidentielle, ni de prédire avec exactitude des comportements électoraux souvent imprévisibles – parce qu'humains. La crainte d'attentats terroristes peut tout aussi bien inciter certains électeurs à voter pour Clinton, en considérant qu'elle serait une commandante en chef plus apte à prendre des décisions en cas de crise [13]. L'attrait que peut représenter Trump – s'il est le candidat républicain et si des attentats surviennent avant les élections de novembre, aux États-Unis ou à l'étranger, n'est toutefois pas à sous-estimer ; d'autant plus que les républicains ont traditionnellement l'avantage sur les démocrates en matière de sécurité nationale. Le défi qui attend Clinton, outre celui de mobiliser ses électeurs, est d'arriver à se distancier suffisamment de l'héritage d'Obama – dont elle fait partie intégrante – afin de pouvoir présenter aux Américains un leadership nouveau, crédible et efficace en matière de contre-terrorisme, et ce, sans rompre avec ce même héritage de la prudence [14]. Plus précisément, elle devra tâcher à s'imposer comme une candidate déterminée et ferme contre le terrorisme, de manière à ce que les républicains ne la doublent pas sur sa droite. Ultimement, Clinton devra arriver à susciter un sentiment d'unité au sein de la société américaine, ou au moins à canaliser ses diverses franges au sein d'un mouvement positif ; dans un pays où il n'y a jamais autant d'unité que lorsqu'il va en guerre [15].

[1] Pour un résumé complet de ses propos, voir le compte rendu du colloque international de la Chaire Raoul-Dandurand, Qui succédera à Obama ? Les primaires présidentielles et leur impact sur le Canada et le Québec, 25 février 2016.

[2] Foster l'illustre par les sondages précédant et suivant les attentats de Paris du 13 novembre 2015. Au 4-8 novembre 2015, 53% des Américains s'opposaient à l'envoi de troupes au sol en Irak et en Syrie ; entre le 27 novembre et le 1er décembre 2015, cette opposition avait baissé à 45% et l'appui avait augmenté à 53%. Voir Gallup, 12 novembre 2015, In U.S., 53% Oppose Sending Ground Troops to Fight Militants, <http://www.gallup.com/poll/186590/oppose-sending-ground-troops-fight-militants.aspx> (page consultée le 26/03/16), et CNN, 7 décembre 2015, Poll : Most Americans say send ground troops to fight

ISIS, <http://www.cnn.com/2015/12/06/politics/isis-obama-poll/>, (page consultée le 26/03/16).

[3] Voir l'analyse de Charles-Philippe David dans le compte rendu de la table ronde à Radio-Canada, En route vers les élections présidentielles de 2016, 27 janvier 2016, http://dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/Compte_rendu/compte_rendu_tr_radio-canada.pdf (page consultée le 25/03/16).

[4] Voir, outre le fil Twitter de Donald Trump, l'entrevue à NBC, 22 mars 2016, Donald Trump : 'Waterboarding would be fine' to Interrogate Paris Terror Suspect | TODAY, <https://www.youtube.com/watch?v=2btcauXcFJc> (page consultée le 25/03/15), et l'entrevue à FOX News, 22 mars 2016, Trump : We have to be very careful who comes into our country, <https://www.youtube.com/watch?v=6asizy1jzuc> (page consultée le 25/03/16).

[5] Voir, outre le fil twitter d'Hillary Clinton, son discours à l'Université Stanford : PBS, 23 mars 2016, Watch Hillary Clinton speak on counterterrorism, <https://www.youtube.com/watch?v=KG3zkU4H39o> (page consultée le 26/03/16).

[6] Voir les données du Pew Research Center, 15 décembre 2015, Views of Government's Handling of Terrorism Fall to Post-9/11 Low, <http://www.people-press.org/2015/12/15/views-of-governments-handling-of-terrorism-fall-to-post-911-low/> (page consultée le 25/03/16), de Gallup, 17 novembre 2015, Gallup Review : U.S. Public Opinion on Terrorism, <http://www.gallup.com/opinion/polling-matters/186665/gallup-review-public-opinion-terrorism.aspx> (page consultée le 25/03/16), et le CBS News/New York Time Poll, 10 décembre 2015, A New York Times/CBS News Poll on Terrorism and the 2016 Race, http://www.nytimes.com/interactive/2015/12/10/us/politics/times-cbs-news-poll.html?_r=0 (page consultée le 25/03/16).

[7] Voir sur ce thème l'analyse de Karine Prémont dans le compte rendu de la table ronde à Radio-Canada, op. cit.

[8] Outre Karine Prémont (op. cit.), voir Joe Klein, 7 janvier 2016, Why Race and Tribe Trump Economics in the Current Presidential Campaign, <http://time.com/4170780/why-race-and-tribe-trump-economics-in-the-current-presidential-campaign/> (page consultée le 25/03/16). Sur les données, voir Pew Research Center, 27 janvier 2016, The demographic trends shaping American politics in 2016 and beyond, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/01/27/the-demographic-trends-shaping-american-politics-in-2016-and-beyond/> (page consultée le 27/03/16).

[9] Voir ABC News, 20 novembre 2015, Terrorism Fears Rise Post-Paris ; Most Back Force, Oppose Refugees, <http://abcnews.go.com/Politics/terrorism-fears-rise-post-paris-back-force-oppose/story?id=35327667> (page consultée le 28/03/15), Rasmussen Reports, 10 décembre 2015, Voters Like Trump's Proposed Muslim ban, http://www.rasmussenreports.com/public_content/politics/current_events/immigration/d_ember_2015/voters_like_trump_s_proposed_muslim_ban, (page consultée le 25/03/16), Washington Post, 14 décembre 2015, Republicans embrace Trump's ban on Muslims while most others reject it, https://www.washingtonpost.com/politics/americans-reject-trumps-muslim-ban-but-republicans-embrace-it/2015/12/14/24f1c1a0-a285-11e5-9c4e-be37f66848bb_story.html (page consultée le 27/03/15), et Pew Research Center, 15 décembre 2015, op. cit.

[10] Voir sur ce thème Matthew MacWilliams, 17 janvier 2016, The One Weird Trait That

Predicts Whether You're a Trump Supporter – And it's not gender, age, income, race or religion, <http://www.politico.com/magazine/story/2016/01/donald-trump-2016-authoritarian-213533> (page consultée le 24/03/16).

[11] Voir par exemple l'analyse d'Alan Abramowitz, dans le compte rendu du colloque international de la Chaire Raoul-Dandurand, op. cit.

[12] Voir Gallup, 28 mars 2016, Trump and Clinton Supporters Lead in Enthusiasm, http://www.gallup.com/poll/190343/trump-clinton-supporters-lead-enthusiasm.aspx?g_source=Election%202016&g_medium=newsfeed&g_campaign=tiles (page consultée le 28/03/16), en relation avec Barry C. Burden et Jordan Hsu, 15 mars 2016, The Washington Post, « Will record Republican turnout in the primaries translate into a Trump win in November? Probably not. Here's why », https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/03/15/will-record-republican-turnout-in-the-primaries-translate-into-a-trump-win-in-november-probably-not-heres-why/?postshare=7831458171681007&tid=ss_tw (page consultée le 28/03/16).

[13] Voir l'analyse de Charles-Philippe David dans le compte rendu de la table ronde à Radio-Canada, op. cit.

[14] Voir l'analyse de Julien Turreille à la table ronde de Radio-Canada, 27 janvier 2016, Les enjeux de l'élection présidentielle américaine 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=ct6WfVAJ0XM>, à 1 :12 :38, (page consultée le 28/03/16).

[15] Voir à ce sujet les propos de Karine Prémont à la table ronde à Radio-Canada, op. cit., à 1 :26 :56, et de Joe Klein, op. cit.